



## CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

CH/vg

### Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

#### Procès-verbal de la réunion du 30 avril 2014

#### ORDRE DU JOUR :

1. Désignation d'un nouveau président (art. 20 (1) du Règlement de la Chambre des Députés)
2. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 26 mars 2014
3. 6629 Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance  
- Rapporteur : Monsieur Lex Delles  
- Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires (cf. courrier électronique du 28 avril 2014)
4. Divers

\*

Présents : M. Claude Adam, M. Gilles Baum, M. Eugène Berger, Mme Tess Burton, M. Lex Delles, M. Emile Eicher, M. Georges Engel, M. Jean-Marie Halsdorf remplaçant M. Serge Wilmes, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser, M. Roger Negri remplaçant M. Claude Haagen, M. Gilles Roth remplaçant Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Claude Wiseler

M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Carlo Welfring, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Christiane Huberty, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Claude Haagen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Serge Wilmes

\*

Présidence : M. Lex Delles, Président de la Commission

\*

Constatant que la présente réunion n'a été convoquée que le lundi 28 avril 2014, la représentante du groupe politique CSV fait valoir qu'il serait souhaitable que les réunions soient convoquées dans des délais moins rapprochés.

En réponse, il est rappelé qu'en principe, la Commission se réunit tous les mercredis à 9 heures.

\*

**1. Désignation d'un nouveau président (art. 20 (1) du Règlement de la Chambre des Députés)**

Sur proposition du groupe politique DP, la Commission désigne M. Lex Delles comme nouveau président.

**2. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 26 mars 2014**

Le projet de procès-verbal susmentionné est adopté.

**3. 6629 Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2<sup>e</sup> Chance**  
**- Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires**

Rappelons que lors de sa réunion du 26 février 2014 (cf. procès-verbal afférent), la Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat émis le 25 février 2014 au sujet du projet de loi sous rubrique. Il a été retenu à ce moment que la Commission se verra soumettre des propositions de texte en vue des amendements qui s'imposent suite à cet avis.

Les représentants gouvernementaux présentent les propositions d'amendements qui ont été transmises aux membres par courrier électronique du 28 avril 2014. Dans le cadre de leur présentation, les orateurs mettent en exergue les éléments résumés ci-dessous. Pour de plus amples renseignements, il est renvoyé au document repris en annexe.

- Globalement, l'amendement 1 est censé répondre aux questionnements soulevés par le Conseil d'Etat au sujet du nouveau libellé proposé pour l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance (ci-après : « loi du 12 mai 2009 »), tandis que les amendements 2 à 4 visent à tenir compte des trois oppositions formelles émises par le Conseil d'Etat dans son avis du 25 février 2014.

- Dans les considérations générales de son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat observe que les modifications proposées dans le cadre du projet de loi sous rubrique semblent accentuer l'orientation très scolaire de l'offre de l'Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance (ci-après : « l'Ecole »).

En réponse, il convient de souligner que les besoins et les possibilités d'insertion et de formation professionnelles qu'offrent le marché du travail en général et le monde de l'entreprise en particulier sont toujours définis en très grande partie par les diplômes et certifications reconnus. Avec une qualification reconnue, le degré d'insertion est de 85 %, sans diplôme il n'est que de 40 %. Ceci explique l'orientation plus scolaire des formations et voies de formation offertes à l'Ecole (cf. amendement 3).

- Par le présent projet de loi, la limite d'âge pour l'admission à l'Ecole est portée de 24 à 30 ans. Il s'agit d'assurer ainsi le parallélisme avec l'emploi des jeunes et les mesures antichômage pour les jeunes, qui visent aussi la catégorie d'âge jusqu'à 30 ans. De fait, le décrochage scolaire touche surtout les jeunes et les adultes qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire.

La version initiale du projet de loi a prévu que le ministre peut accorder une dérogation à cette condition, sur demande de l'apprenant et sur avis du directeur de l'Ecole. Dans ce contexte, le Conseil d'Etat s'est demandé si le cadre légal à mettre en place ne devrait pas délimiter la sphère de compétence de l'autorité de décision et encadrer son pouvoir discrétionnaire afin d'éviter des recours en justice.

Compte tenu de cette observation, il est proposé de renoncer à la disposition en question et de préciser plutôt que la limite d'âge ne vaut pas pour les apprenants engagés dans des voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes, y inclus l'apprentissage pour adultes. En d'autres termes, aucune dérogation ne sera accordée aux apprenants suivant une formation initiale (cf. amendement 1).

- Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat rappelle que, d'après l'article 23 de la Constitution, l'enseignement relève des matières réservées à la loi formelle. L'alinéa 2 de l'article 7 nouveau de la loi du 12 mai 2009, tel qu'il est prévu par l'article 4 du projet de loi sous rubrique, dispose que les socles de compétence et les programmes de l'Ecole sont arrêtés par le ministre. Le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement, dans la mesure où une telle disposition est contraire à l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution qui réserve le pouvoir réglementaire d'attribution au seul Grand-Duc. S'y ajoute que, même dans l'hypothèse où les socles de compétence et les programmes de l'Ecole seraient fixés par règlement grand-ducal, la loi devra, en vertu de l'article constitutionnel précité, spécifier les fins, les conditions et les modalités selon lesquelles ce règlement serait arrêté.

Dans le même ordre d'idées, le Conseil d'Etat doit s'opposer formellement aux dispositions de l'alinéa 4 du nouvel article 7 de la loi du 12 mai 2009, étant donné que le texte en projet renvoie sans autre précision à un règlement grand-ducal pour définir les voies de formation.

Il sera tenu compte de ces oppositions formelles dans le cadre des amendements 2 et 3.

D'une façon plus générale, M. le Ministre signale que cette interprétation très stricte des articles constitutionnels précités est à mettre en relation avec l'arrêt n°108/13 rendu le 29 novembre 2013 par la Cour constitutionnelle dans le cadre d'une question préjudicielle dont elle a été saisie dans le contexte du recours en justice du colonel Ries. En effet, il y est rappelé que « dans les matières réservées par la loi fondamentale à la loi, l'essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi, y compris les fins, les conditions et les modalités suivant lesquelles des éléments moins essentiels peuvent être réglés par des règlements et arrêtés pris par le Grand-Duc ».

Cette interprétation rigide risque d'avoir des répercussions négatives sur l'organisation et le fonctionnement de l'Education nationale, dans la mesure où elle porte entrave à la flexibilité qui est nécessaire pour pouvoir réagir de façon efficace aux nouveaux besoins qui se

présentent continuellement dans ce domaine. Il semble dès lors que le problème se pose également en relation avec le projet de loi 6573 portant sur l'enseignement secondaire. L'orateur estime qu'il serait utile que la Chambre des Députés puisse se pencher sur cette problématique.

### Echange de vues

- Un membre du groupe politique CSV fait valoir que son groupe ne saurait partager la position de M. le Ministre concernant la question des matières réservées à la loi formelle. Comme le signale également la Cour constitutionnelle, l'article 32, paragraphe 3 permet parfaitement de régler certains éléments par règlement grand-ducal, à condition d'en spécifier les fins, les conditions et les modalités par la loi. Si l'on respecte cette prémisse, il devrait être possible de légiférer également à l'avenir de façon efficace dans le domaine de l'enseignement, sans qu'une interprétation plus stricte de la loi fondamentale entrave le bon fonctionnement de l'Education nationale. Toute remise en cause du principe constitutionnel des matières réservées à la loi porterait atteinte aux prérogatives de la Chambre des Députés et reviendrait à une restriction de son pouvoir législatif. Et de mettre en garde contre le risque de créer un précédent : un assouplissement du principe de la matière réservée dans le domaine de l'enseignement ne manquerait pas de susciter des revendications analogues concernant d'autres domaines sensibles qui sont réservés à la loi formelle.

M. le Ministre répond qu'il a tenu à attirer l'attention des membres sur la problématique et invite la Chambre des Députés à y réfléchir encore une fois à tête reposée. L'on risquera en effet d'y être confronté à de nombreuses reprises dans le domaine de l'enseignement. Ne serait-il pas opportun d'établir une distinction entre l'enseignement et d'autres domaines, nettement plus sensibles ? De fait, dans le premier domaine, le principe de la matière réservée à la loi va jusqu'à remettre en cause la volonté politique d'accorder une plus grande marge de manœuvre aux différents établissements scolaires.

Le membre du groupe politique CSV rappelle que le même problème s'est présenté lors de l'instruction des projets de loi qui sont devenus les lois du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Les différents avis complémentaires émis par le Conseil d'Etat dans ce contexte tracent la voie à suivre pour légiférer dans le respect des dispositions de la Constitution.

Un membre du groupe politique DP observe qu'au moment de l'instruction des lois scolaires de 2009, il existait pourtant un consensus plus large en vue d'apporter des modifications aux dispositions en cause. Il ajoute que la rigidité actuelle du cadre constitutionnel entraîne par ailleurs la nécessité de légiférer à chaque fois que l'on veut apporter la moindre modification aux textes en vigueur.

A l'instar des membres du groupe politique CSV, le représentant de la sensibilité politique ADR se montre également réticent à l'égard d'une interprétation plus large de la Constitution. Il défend le point de vue que le Gouvernement est tenu de respecter et d'appliquer la Constitution. Il ne lui semble guère indiqué d'envisager une modification constitutionnelle dès que se présentent des difficultés d'ordre technique. Si nécessaire, la Chambre des Députés peut légiférer dans des délais très rapprochés.

M. le Ministre souligne qu'il va sans dire que le Gouvernement respecte la Constitution en vigueur. Son intention consiste uniquement à initier au sein du Parlement une réflexion au sujet de certaines dispositions, et ceci dans l'optique d'optimiser le travail législatif.

- En relation avec le projet de loi sous rubrique, il est fait valoir que non seulement les modalités des épreuves, mais aussi les projets intégrés finals et les examens de fin d'études en tant que tels devraient être les mêmes que ceux de l'école régulière. Dans la mesure où les apprenants de l'Ecole se voient attribuer, en cas de réussite, les mêmes diplômes et certifications que les élèves de l'école régulière, ils devraient aussi passer les mêmes épreuves.

En réaction, il est précisé que les apprenants de l'Ecole se soumettent bel et bien aux

mêmes épreuves d'examen que leurs camarades de l'école régulière. En vertu de la réglementation générale présidant aux examens de fin d'études, pour chaque branche qui donne lieu à une épreuve d'examen, la note finale se compose pour un tiers de la note de l'année et pour deux tiers de la note de l'examen. La note de l'année correspond à la moyenne des résultats obtenus par le candidat dans les différentes épreuves organisées au cours de l'année scolaire au sein de son établissement d'origine. Cette pratique vaut évidemment aussi pour les apprenants de l'Ecole.

- Pour ce qui est du nouveau libellé proposé pour les alinéas 2 et 3 du nouvel article 7 de la loi du 12 mai 2009 (cf. amendement 2), il se pose la question de savoir s'il est nécessaire de prévoir que des dérogations peuvent être apportées aux programmes en vigueur, afin d'adapter la méthodologie au public-cible de l'Ecole. De fait, la plupart des programmes ne sont de toute façon pas très explicites en matière de méthodologie.

- Au sujet des formations et des voies de formation qui peuvent être offertes à l'Ecole et qui se trouvent désormais énumérées à l'alinéa 4 du nouvel article 7 prévu pour la loi du 12 mai 2009 (cf. amendement 3), il est soulevé la question de savoir s'il a été vérifié si cette offre tient compte des besoins réels du marché du travail. Comme l'Ecole peut offrir, dans le cadre de la formation des adultes, la formation d'éducateur en alternance, il faut se demander si l'Ecole ne risque pas de drainer ainsi les élèves qui ne se voient pas admettre à la formation initiale d'éducateur.

M. le Ministre informe que, pour répondre aux difficultés qui se posent actuellement en relation avec la formation d'éducateur (cf. capacité d'accueil limitée), il a été décidé d'introduire un *numerus clausus* pour l'accès à cette formation. Par ailleurs, afin de poursuivre la diversification de l'offre dans l'enseignement secondaire technique et de favoriser l'accès aux études supérieures de davantage d'élèves de cet ordre d'enseignement, il sera créé, au sein du régime technique de l'enseignement secondaire technique, une nouvelle section « sciences sociales » (SO). M. le Ministre propose de présenter l'ensemble de ces mesures à la Commission lors de la réunion du 7 mai 2014.

Quant au questionnement soulevé au sujet de la formation d'éducateur en alternance qui pourra être offerte par l'Ecole, l'orateur estime qu'elle répond à un besoin réel. Cette formation permettra d'obtenir un diplôme d'éducateur à des personnes qui sont d'ores et déjà actives dans le secteur social sans disposer d'une qualification afférente. Compte tenu entre autres de la capacité d'accueil limitée du LTPES (Lycée technique pour professions éducatives et sociales), cet établissement n'a pas été en mesure jusqu'à présent de proposer une telle formation en cours d'emploi. Par ailleurs, de par leur profil, les personnes susceptibles de suivre cette formation cadrent parfaitement avec le public-cible de l'Ecole.

En réponse à la question de savoir s'il ne serait néanmoins pas indiqué d'intégrer la formation d'éducateur en alternance au LTPES qui dispose du personnel enseignant qualifié dans ce domaine, il est expliqué que l'Ecole entretient d'ores et déjà une collaboration renforcée avec le LTPES en vue de la définition d'un programme-cadre pour cette formation. Cette dernière sera par ailleurs assurée tant par des enseignants du LTPES que de l'Ecole.

- Suite à un questionnement y relatif, il est confirmé qu'une des missions principales de l'Ecole consiste encore et toujours à préparer les apprenants en vue de leur permettre soit une réintégration dans une formation initiale, soit une intégration dans la formation des adultes. Elle propose ainsi la première année de formation professionnelle DAP dans certains métiers. L'objectif consiste à permettre à ces apprenants d'intégrer par la suite l'apprentissage-adultes, qui tient compte des spécificités de son public-cible. En ce qui concerne les apprenants qui, après un passage couronné de succès à l'Ecole, intègrent des classes régulières des lycées et lycées techniques, force est de constater que la différence d'âge qu'ils accusent par rapport à leurs camarades de classe n'est pas forcément propice d'un point de vue pédagogique. C'est pour cette raison qu'il a été choisi de donner aussi la possibilité à des apprenants d'accomplir un parcours plus long à l'Ecole, débouchant sur l'obtention d'une certification, étant entendu que l'option des passages plus brefs est bel et

bien maintenue.

Tout compte fait, l'Ecole se trouve en quelque sorte à cheval entre la formation initiale et la formation des adultes.

- En réponse à la question de savoir dans quelle mesure l'Ecole se distingue du lycée militaire, qui se propose d'accueillir aussi des élèves adultes non militaires, il est exposé que le lycée militaire est en quelque sorte complémentaire par rapport à l'Ecole. Il se distingue de cette dernière, dans la mesure où il offre aux soldats et à des élèves majeurs non militaires, par exemple à des chômeurs, la possibilité d'accomplir plusieurs classes de l'enseignement secondaire technique en un laps de temps raccourci et de se soumettre alors aux examens de fin d'études. De cette façon, il existe aussi dans le nord du pays une offre visant des élèves adultes.

Soumis au vote, le projet de lettre d'amendements est adopté par la Commission avec 7 voix pour et 6 abstentions (membres du groupe politique CSV et de la sensibilité politique ADR).

#### **4. Divers**

La prochaine réunion de la Commission aura lieu le **mercredi 7 mai 2014, à 9 heures**.

Luxembourg, le 5 mai 2014

Le Secrétaire-administrateur,  
Christiane Huberty

Le Président,  
Lex Delles

#### **Annexe :**

Lettre d'amendements relatifs au projet de loi 6629

Transmis en copie pour information  
- aux Membres de la Commission de l'Education nationale, de  
l'Enfance et de la Jeunesse  
- aux Membres de la Conférence des Présidents  
Luxembourg, le 30 avril 2014

  
Christiane Huberty

Secrétaire-administrateur de la Commission de l'Education  
nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Mme Christiane Huberty  
Service des commissions  
Tél. : +352 466 966 341  
Fax : +352 466 966 309  
Courriel: [chuberty@chd.lu](mailto:chuberty@chd.lu)

Monsieur le Président du Conseil d'Etat  
5, rue Sigefroi  
L-2536 Luxembourg

Luxembourg, le 30 avril 2014

Objet : Projet de loi 6629 modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous soumettre ci-après une série d'amendements au projet de loi sous rubrique que la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a adoptés lors de sa réunion du 30 avril 2014.

Je joins en annexe, à titre d'information, le nouveau texte coordonné tenant compte des propositions d'amendements de la Chambre des Députés et des propositions de texte du Conseil d'Etat que la Commission a faites siennes.

\*

Le détail et la motivation des amendements adoptés par la Commission se présentent comme suit :

**Amendement 1 concernant l'article 1<sup>er</sup> (4<sup>e</sup> tiret de l'alinéa 2 du nouvel article 1<sup>er</sup> prévu pour la loi du 12 mai 2009)**

Il est proposé de modifier comme suit l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi sous rubrique :

« **Art. 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance est remplacé par le texte suivant :

« **Art. 1<sup>er</sup>.** Il est créé dans le cadre de l'enseignement secondaire une Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance, dénommée ci-après « Ecole », à l'intention des mineurs d'âge qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et des adultes, dénommés ci-après « les apprenants ».

Peuvent intégrer ce dispositif les apprenants :

- qui ne peuvent plus progresser dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique organisé dans les lycées ;
- qui ne trouvent pas de place d'apprentissage ;

- qui ont quitté l'enseignement secondaire ou secondaire technique sans avoir obtenu ni diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ni diplôme de technicien, ni diplôme d'aptitude professionnelle ;
- qui ne dépassent pas l'âge de trente ans. ~~Le ministre peut accorder une dérogation à cette condition, sur demande de l'apprenant et avis du directeur de l'Ecole. Toutefois, la limite d'âge ne vaut pas pour les apprenants engagés dans des voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes, y inclus l'apprentissage pour adultes.~~

L'Ecole est placée sous l'autorité du membre du ~~g~~Gouvernement ayant l'Education nationale dans ses attributions, dénommé ci-après « le ministre ». »

### Commentaire

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat observe que, sans aucune explication, les auteurs du texte modifient, à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi sous rubrique, la limite d'âge en relevant le plafond supérieur des apprenants à 30 ans, au lieu de 24 ans auparavant. Tout en prenant acte de cette mesure, le Conseil d'Etat aurait aimé en connaître la motivation, d'autant plus qu'une disposition est introduite pour rendre possible un dépassement de la nouvelle limite d'âge. Le Conseil d'Etat se demande si le cadre légal à mettre en place ne devrait pas délimiter la sphère de compétence de l'autorité de décision et encadrer son pouvoir discrétionnaire afin d'éviter des recours en justice.

En réponse à l'interrogation du Conseil d'Etat relative à la limite d'âge pour l'admission à l'Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance (ci-après : « l'Ecole »), il convient de préciser qu'il a été retenu de porter cette limite de 24 à 30 ans, afin d'assurer le parallélisme avec l'emploi des jeunes et les mesures antichômage pour les jeunes, qui visent aussi la catégorie d'âge jusqu'à 30 ans. De fait, le décrochage scolaire touche surtout les jeunes et les adultes qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire.

Suite aux observations du Conseil d'Etat concernant le pouvoir discrétionnaire du ministre en matière de dérogation à la limite d'âge, il est proposé de renoncer à la disposition en question et de préciser plutôt que la limite d'âge ne vaut pas pour les apprenants engagés dans des voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes, y inclus l'apprentissage pour adultes. En d'autres termes, aucune dérogation ne sera accordée aux apprenants suivant une formation initiale.

A noter encore que, d'un point de vue purement formel, il y a lieu d'écrire, au dernier alinéa du nouvel article 1<sup>er</sup> prévu pour la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance (ci-après : « loi du 12 mai 2009 »), le terme de « gouvernement » avec un « g » majuscule.

\*

### **Amendement 2 concernant l'article 4 (alinéas 2 et 3 du nouvel article 7 prévu pour la loi du 12 mai 2009)**

Il est proposé de remplacer comme suit les alinéas 2 et 3 du nouvel article 7 de la loi du 12 mai 2009, tel que prévu par l'article 4 du présent projet de loi :

~~« Les socles de compétences visés ainsi que les matières enseignées à l'Ecole sont fondés sur les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Les socles et les programmes de l'Ecole sont arrêtés par le ministre sur proposition de la commission de programmes de l'Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l'indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal. »~~



~~Le cas échéant, les modalités des épreuves à l'examen de fin d'études secondaires ou secondaires techniques et des épreuves intégrées de la formation professionnelle sont celles prévues pour les élèves des lycées.~~

Les objectifs visés ainsi que les matières enseignées à l'Ecole sont les mêmes que les objectifs et les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes. Afin d'adapter la méthodologie au public cible, des dérogations aux programmes en vigueur, aux grilles des horaires et aux critères de promotion peuvent être apportées moyennant règlement grand-ducal. Un règlement grand-ducal définit la durée normale de chaque voie de formation, les modalités d'évaluation ainsi que les dispositions spécifiques applicables aux élèves de l'Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.

Il est créé une commission de programmes de l'Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l'indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal. Cette commission a pour mission d'élaborer les programmes et les méthodologies spécifiques à l'Ecole. »

#### Commentaire

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat rappelle que, d'après l'article 23 de la Constitution, l'enseignement relève des matières réservées à la loi formelle. L'alinéa 2 de l'article 7 nouveau de la loi du 12 mai 2009, tel qu'il est prévu par l'article 4 sous rubrique, dispose que les socles de compétence et les programmes de l'Ecole sont arrêtés par le ministre. Le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement, dans la mesure où une telle disposition est contraire à l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution qui réserve le pouvoir réglementaire d'attribution au seul Grand-Duc. S'y ajoute que, même dans l'hypothèse où les socles de compétence et les programmes de l'Ecole seraient fixés par règlement grand-ducal, la loi devra, en vertu de l'article constitutionnel précité, spécifier les fins, les conditions et les modalités selon lesquelles ce règlement serait arrêté.

Le nouveau libellé proposé pour les alinéas 2 et 3 du nouvel article 7 de la loi du 12 mai 2009 vise à tenir compte de cette opposition formelle. La fixation des socles et des programmes ne sera pas de la compétence du ministre, mais les objectifs et les programmes s'aligneront sur ceux de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes, lesquels sont fixés dans la législation afférente. La loi spécifie désormais les fins et les conditions auxquelles un règlement grand-ducal pourra être pris.

\*

#### Amendement 3 concernant l'article 4 (alinéa 4 du nouvel article 7 prévu pour la loi du 12 mai 2009)

Il est proposé de remplacer comme suit l'alinéa 4 du nouvel article 7 de la loi du 12 mai 2009, tel que prévu par l'article 4 du présent projet de loi :

~~« Un règlement grand-ducal définit les voies de formation offertes à l'Ecole ainsi que leur durée normale, les niveaux de compétences, les modules de formation, les modalités d'évaluation et les critères de promotion ainsi que les dispositions spécifiques des élèves de l'Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.~~

L'Ecole peut offrir les formations ainsi que les voies de formation suivantes :

- les classes de 9<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire technique ;
- la classe de 5<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire ;
- le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique, y compris la formation professionnelle ;
- la division supérieure de l'enseignement secondaire ;
- les voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes :
  - a) les études secondaires et secondaires techniques en formation des adultes ;
  - b) la formation d'éducateur en alternance menant au diplôme d'éducateur et au diplôme de fin d'études secondaires techniques ;
  - c) des modules préparatoires pouvant donner accès à des études supérieures ; la réussite de ces modules préparatoires donne accès aux professions réglementées et aux emplois du secteur public au même titre que le diplôme de fin d'études secondaires. »

#### Commentaire

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat doit s'opposer formellement aux dispositions de l'alinéa 4 du nouvel article 7 de la loi du 12 mai 2009, étant donné que le texte en projet renvoie sans autre précision à un règlement grand-ducal pour définir les voies de formation. Pour les mêmes motifs que ceux exposés sous l'amendement 2, une telle démarche est contraire à l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution.

Pour tenir compte de cette opposition formelle, il est proposé d'inscrire dans la loi l'ensemble des formations et des voies de formation que peut offrir l'Ecole. Celles-ci relèvent aussi bien de la formation initiale que de la formation des adultes.

Comme décrit dans le commentaire de l'article 2 du projet de loi, les formations et les voies de formation organisées à l'Ecole visent trois catégories de décrocheurs :

- ceux qui vont réintégrer le dispositif de la formation initiale ou de la formation des adultes, faute d'offre scolaire existante à l'Ecole ;
- ceux qui vont terminer leur parcours à l'Ecole avec un certificat reconnu ;
- ceux qui vont terminer leur parcours à l'Ecole dans le cadre d'une formation spécifique pour adultes, comme les formations menant au certificat d'accès aux études supérieures et au diplôme d'éducateur organisées en alternance.

Dans les considérations générales de son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat observe que les modifications proposées dans le cadre du projet de loi sous rubrique semblent accentuer l'orientation très scolaire de l'offre de l'Ecole. En réponse, il convient de souligner que les besoins et les possibilités d'insertion et de formation professionnelles qu'offrent le marché du travail en général et le monde de l'entreprise en particulier sont toujours définis en très grande partie par les diplômes et certifications reconnus. Avec une qualification reconnue, le degré d'insertion est de 85 %, sans diplôme il n'est que de 40 %. Ceci explique l'orientation plus scolaire des formations et voies de formation offertes à l'Ecole.

\*

#### **Amendement 4 concernant l'article 11**

Il est proposé de modifier comme suit l'article 11 du projet de loi sous rubrique :

« **Art. 11.** La loi entre en vigueur à la rentrée scolaire ~~2013-2014~~ 2014-2015. »

#### Commentaire

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat relève que l'article sous rubrique prévoit une mise en vigueur rétroactive de la loi en projet à la rentrée scolaire 2013-2014. Or l'alinéa 2 du nouvel article 28 de la loi du 12 mai 2009, introduit par l'article 10 du présent projet de loi, prévoit que les apprenants dont le taux d'absence est supérieur à dix pour cent du total des leçons obligatoires prévues pour l'année scolaire doivent, sur décision du directeur, quitter l'Ecole. Comme cette mesure relève d'un caractère disciplinaire et prend la forme d'une sanction, le Conseil d'Etat s'oppose formellement à la mise en vigueur rétroactive prévue à l'article 11 du projet de loi, ceci en vertu du principe de la légalité des peines consacré par l'article 14 de la Constitution, qui implique le principe de la non-rétroactivité des peines. Il exige ainsi le report de la mise en vigueur à la prochaine rentrée scolaire.

Par le présent amendement, il est tenu compte de cette recommandation.

\*

Je vous saurais gré, Monsieur le Président, si le Conseil d'Etat pouvait émettre son avis complémentaire dans les meilleurs délais.

Copie de la présente est envoyée pour information à Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, à Monsieur Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, avec prière de transmettre les amendements aux chambres professionnelles consultées, et à Monsieur Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés

Annexe :

Texte coordonné du projet de loi 6629 proposé par la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

**Texte coordonné**

**Les amendements parlementaires du 30 avril 2014 sont marqués en caractères gras et soulignés.**

Les propositions du Conseil d'Etat sont soulignées.

**PROJET DE LOI**

**modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance**

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance est remplacé par le texte suivant :

« Art. 1<sup>er</sup>. Il est créé dans le cadre de l'enseignement secondaire une Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance, dénommée ci-après « Ecole », à l'intention des mineurs d'âge qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et des adultes, dénommés ci-après « les apprenants ».

Peuvent intégrer ce dispositif les apprenants :

- qui ne peuvent plus progresser dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique organisé dans les lycées ;
- qui ne trouvent pas de place d'apprentissage ;
- qui ont quitté l'enseignement secondaire ou secondaire technique sans avoir obtenu ni diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ni diplôme de technicien, ni diplôme d'aptitude professionnelle ;
- qui ne dépassent pas l'âge de trente ans. **Le ministre peut accorder une dérogation à cette condition, sur demande de l'apprenant et avis du directeur de l'Ecole. Toutefois, la limite d'âge ne vaut pas pour les apprenants engagés dans des voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes, y inclus l'apprentissage pour adultes.**

L'Ecole est placée sous l'autorité du membre du **g**Gouvernement ayant l'Education nationale dans ses attributions, dénommé ci-après « le ministre ». »

**Art. 2.** L'article 2 de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« Art. 2. L'Ecole assure :

- a. l'organisation de formations en vue de réintégrer le dispositif de la formation initiale ou de la formation des adultes ;
- b. l'organisation de classes des voies de formation de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique ;
- c. l'organisation de formations dans le cadre de la formation des adultes ;
- d. l'orientation et l'insertion scolaire et professionnelle des apprenants.

Les formations sous a et b organisées à l'Ecole mettent en œuvre un enseignement général et le cas échéant une formation pratique et professionnelle. En outre, ces formations comprennent un encadrement socio-pédagogique intégré. »

**Art. 3.** L'article 6 de la même loi est abrogé.

**Art. 4.** L'article 7 de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« **Art. 7.** La formation des apprenants peut comprendre :

- des modules d'enseignement général ;
- des modules de formation pratique et des stages en milieu professionnel ;
- des activités complémentaires.

~~Les socles de compétences visés ainsi que les matières enseignées à l'Ecole sont fondés sur les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Les socles et les programmes de l'Ecole sont arrêtés par le ministre sur proposition de la commission de programmes de l'Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l'indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal.~~

~~Le cas échéant, les modalités des épreuves à l'examen de fin d'études secondaires ou secondaires techniques et des épreuves intégrées de la formation professionnelle sont celles prévues pour les élèves des lycées.~~

Les objectifs visés ainsi que les matières enseignées à l'Ecole sont les mêmes que les objectifs et les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes. Afin d'adapter la méthodologie au public cible, des dérogations aux programmes en vigueur, aux grilles des horaires et aux critères de promotion peuvent être apportées moyennant règlement grand-ducal. Un règlement grand-ducal définit la durée normale de chaque voie de formation, les modalités d'évaluation ainsi que les dispositions spécifiques applicables aux élèves de l'Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.

Il est créé une commission de programmes de l'Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l'indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal. Cette commission a pour mission d'élaborer les programmes et les méthodologies spécifiques à l'Ecole.

~~Un règlement grand-ducal définit les voies de formation offertes à l'Ecole ainsi que leur durée normale, les niveaux de compétences, les modules de formation, les modalités d'évaluation et les critères de promotion ainsi que les dispositions spécifiques des élèves de l'Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.~~

L'Ecole peut offrir les formations ainsi que les voies de formation suivantes :

- les classes de 9<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire technique ;
- la classe de 5<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire ;
- le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique, y compris la formation professionnelle ;
- la division supérieure de l'enseignement secondaire ;
- les voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes :
  - a) les études secondaires et secondaires techniques en formation des adultes ;
  - b) la formation d'éducateur en alternance menant au diplôme d'éducateur et au diplôme de fin d'études secondaires techniques ;
  - c) des modules préparatoires pouvant donner accès à des études supérieures ; la réussite de ces modules préparatoires donne accès aux

**professions réglementées et aux emplois du secteur public au même titre que le diplôme de fin d'études secondaires.**

Le certificat de réussite du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, le certificat de réussite du cycle moyen de l'enseignement secondaire technique et le certificat de réussite de cinq années de l'enseignement secondaire sont délivrés selon les critères valables dans les lycées et lycées techniques. »

**Art. 5.** L'article 8 de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« **Art. 8.** L'enseignement général et pratique, y inclus les activités complémentaires, peut être offert dans les domaines suivants :

1. le domaine général, qui peut comprendre :
  - a) la communication orale et écrite dans les langues française, allemande, luxembourgeoise et anglaise ;
  - b) les mathématiques et le calcul ;
  - c) l'éducation à la culture ;
  - d) l'éducation à la citoyenneté ;
  - e) les technologies de l'information ;
  - f) l'éducation sportive et l'éducation à la santé ;
  - g) les sciences naturelles et techniques ;
  - h) les sciences humaines et sociales.
2. le domaine pratique, qui peut comprendre :
  - a) l'apprentissage pratique à l'atelier scolaire ;
  - b) les stages en milieu professionnel.

Le domaine pratique peut être organisé dans les différents secteurs professionnels. »

**Art. 6.** L'article 11 de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« **Art. 11.** Il est constitué pour chaque apprenant un relevé de compétences faisant fonction de complément au bulletin. Le bulletin atteste les décisions de promotion qui confèrent les mêmes droits d'admission aux classes de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique ainsi qu'à la formation des adultes que les bulletins émis par les lycées et lycées techniques.

Au bulletin est également inscrit l'avis d'orientation concernant l'apprenant. »

**Art. 7.** L'article 13 de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« **Art. 13.** Au plus tard en fin du parcours de formation ou en cours de ce parcours si l'apprenant en fait la demande, le conseil de classe se fait assister par un enseignant externe qui peut se prévaloir d'une expérience d'enseignement et qui est désigné par le directeur sur avis du conseil de classe.

Le conseil de classe prend une des décisions suivantes :

- il admet l'apprenant à une classe déterminée de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique ou de la formation des adultes ;

- il oriente l'apprenant vers la vie active, auquel cas, l'Action locale pour jeunes prend l'apprenant en charge pour l'insérer sur le marché de l'emploi.

Les apprenants âgés de 18 ans au moins à la sortie de l'Ecole, peuvent s'inscrire sans délai dans toute voie de formation offerte dans le cadre de la formation des adultes, y compris l'apprentissage pour adultes. »

**Art. 8.** A l'article 19 de la même loi, le premier paragraphe est remplacé par le libellé suivant :

« Les apprenants majeurs inscrits à l'Ecole peuvent bénéficier de l'indemnité de formation prévue à l'article 21 de la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation. »

**Art. 9.** A l'article 20 de la même loi, le premier tiret est remplacé par le libellé suivant :  
« – participer aux travaux de la commission de programmes ; »

**Art. 10.** L'article 28 de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« Art. 28. Les dispositions concernant le projet d'établissement, l'ordre intérieur et la discipline, la restauration scolaire et le rattachement d'un internat ainsi que celles concernant les structures de représentation des enseignants, des apprenants et des parents d'apprenants sont les mêmes que celles des lycées. Le conseil de discipline de l'Ecole est composé du directeur et de trois membres du personnel du lycée ainsi que du psychologue.

L'apprenant, dont le taux d'absence est supérieur à dix pour cent du total des leçons obligatoires prévues pour l'année scolaire, n'est pas autorisé, sur décision du directeur, à poursuivre sa formation à l'Ecole et doit quitter l'Ecole. S'il n'y a pas de procédure disciplinaire, il est autorisé à se réinscrire pour l'année subséquente.

Une dérogation à l'obligation de présence peut être accordée par le directeur. »

**Art. 11.** La loi entre en vigueur à la rentrée scolaire ~~2013-2014~~ 2014-2015.